

Brochure n° 3171

**Convention collective nationale**

IDCC : 715. – **INSTRUMENTS À ÉCRIRE  
ET INDUSTRIES CONNEXES**

---

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2009

**Arrêté du 12 octobre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective nationale des instruments à écrire et des  
industries connexes (n° 715)**

NOR : MTST0923737A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 14 septembre 1973 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 20 mars 2008, portant extension de la convention collective natio-  
nale des instruments à écrire et des industries connexes du 13 février 1973 et  
des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant n° 36 du 17 février 2009 sur les salaires minima convention-  
nels, la prime d'ancienneté, l'indemnité de panier et les salaires minima des  
salariés cadres, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 5 septembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application, modifié par l'avenant rectificatif du  
6 juillet 1973, de la convention collective nationale des instruments à écrire

et des industries connexes du 13 février 1973, les dispositions de l'avenant n° 36 du 17 février 2009 sur les salaires minima conventionnels, la prime d'ancienneté, l'indemnité de panier et les salaires minima des salariés cadres, à la convention collective susvisée relatif sous réserve de l'application d'une part des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 et d'autre part des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum inter-professionnel de croissance.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/31, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.